

# SUD PTT demande l'arrêt de la production à La Poste

La semaine dernière, le ministre de l'économie déclarait que les organisations syndicales et la direction de La Poste échangeaient et œuvraient dans le bon sens. Cette affirmation, accompagnée d'un communiqué de presse de la direction du groupe, voudrait faire croire à l'opinion publique que la situation à La Poste s'améliore de jour en jour.

Elle s'améliore tellement que c'est en catastrophe que la direction a annoncé la fermeture de l'ensemble des services de La Poste le samedi 21 mars pour désinfecter les bureaux. Après avoir nié la réalité, commencerait-elle à vraiment prendre conscience de la situation ? Au vu de ce qui se passe encore dans les établissements postaux, la réponse est clairement non.

- Loin d'être satisfaisante quand La banque Postale annonce sur l'intranet à l'intention des agents que : « une personne qui n'a pas de symptômes n'est ni malade ni contagieuse, y compris si elle a été en contact étroit avec une personne malade ».

- Loin d'être satisfaisante quand sur un centre financier après avoir appris qu'un postier était contaminé, la seule réaction de la direction a été de désinfecter son poste de travail sans envoyer les autres personnels en quatorzaine.

- Loin d'être satisfaisante quand la direction, en apprenant qu'un directeur adjoint de site a été contaminé, se base sur son simple témoignage du respect des gestes barrières pour faire travailler les agents, sauf le représentant syndical SUD PTT avait qui il aurait été en contact.

L'attitude de La Poste est inadmissible. Comment ose-t-elle proposer aux sous-traitants un bonus de 15 cts d'euros par colis livré ? Comment ose-t-elle maintenir un CDD sur le site alors que ses collègues en CDI rentrent chez eux après une contamination ? Comment ose-t-elle après la contamination de l'Hotel de Logistique Urbaine de Bordeaux, faire appel à des intérimaires parce que le business doit continuer ? Sur le terrain, les postier-es continuent à exercer leur droit de retrait et les droits d'alerte des représentants CHSCT pour danger grave et imminent pleuvent. Les seules réponses d'une direction totalement dépassée sont pathétiques : « Nous respectons les consignes ».

Plus grave, la direction du groupe entretient une omertà totale sur le bilan sanitaire de La Poste. Un bilan demandé par la plupart des organisations syndicales du groupe. Un bilan que nous appréhendons avec la multiplication par 10 en moins d'une semaine des signalements de nos syndicats sur tout le territoire. Un bilan qui fait craindre la surexposition des postier-es, qui sont parmi les personnels « au front » dans cette crise sanitaire.

L'échéance du versement des prestations sociales le 5 avril est cruciale. Au vu de la gestion de la première semaine, nous avons des craintes sur ce qui va se passer. La direction doit prendre des garanties pour que tout se déroule en toute sécurité pour le personnel et les usagers.

Pour SUD les conditions sanitaires qui permettraient aux postier-e-s d'exercer leur mission de service public, que la direction redécouvre maintenant, ne sont toujours pas réunies. Les droits de retrait vont donc continuer quand les mesures de sécurité ne seront pas suffisantes pour garantir la santé des postier-e-s. Si cette santé n'est pas garantie, les établissements du groupe La Poste doivent être fermés, la production postale doit s'arrêter.

Paris, le 23 mars 2020